Marseille : carrefour, agora ou no man's land des mobilisations politiques et sociales pour les Algériens ?

L'extension (inachevée) du domaine de la lutte (1945-1954)

Fabien Bénézech

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4433>

ISSN : 2107-7266

Éditeur

UMR 245 - CESSMA

Référence électronique

Fabien Bénézech, « Marseille : carrefour, agora ou no man's land des mobilisations politiques et sociales pour les Algériens ? », *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 10 septembre 2019, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4433>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2020.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Marseille : carrefour, agora ou no man's land des mobilisations politiques et sociales pour les Algériens ?

L'extension (inachevée) du domaine de la lutte (1945-1954)

Fabien Bénézech

Introduction. Les Algériens à Marseille, citoyens invisibles ou combattants de l'ombre de la décolonisation ?

- 1 En octobre 1946, le chef de service des renseignements généraux (RG) des Bouches-du-Rhône alerte le préfet sur le danger potentiel que représentent les individus originaires des colonies vivant à Marseille : « une grande activité est déployée par les [milieux coloniaux de Marseille] sur le plan social et [...] politique. Cette activité trouve son origine dans les manifestations idéologiques et intéressées du Parti communiste, ainsi que dans la propagande des services spéciaux anglo-américains et russes. On peut en effet croire, d'après certains indices, que la ville de Marseille, porte ouverte sur l'Orient et l'Afrique du Nord, est devenue le centre où viennent s'affronter les intérêts politiques, économiques et diplomatiques des trois nations »¹. Parmi ces sujets de l'empire colonial, pions manœuvrables sur l'échiquier des grandes puissances de l'après-guerre, le fonctionnaire de police désigne, entre autres, implicitement les Algériens². Doté d'une indéniable prescience, ce commissaire décèle le fait que l'espace marseillais s'apprête à se métamorphoser, pour ces derniers, en l'un des fronts périphériques de la décolonisation.
- 2 Dans un contexte de flux migratoires croissants en provenance d'Afrique du Nord, la cité phocéenne – interface privilégiée entre empire et métropole – devient une « tête

de pont » du lumpenprolétariat algérien alors en voie de sédentarisation, ainsi qu'un des foyers d'implantation des courants nationalistes en métropole (Stora, 1992)³. Aussi le territoire marseillais constitue-t-il un observatoire privilégié d'analyse de la place occupée par les Algériens dans les mouvements sociaux, au cours de ces dix années « d'entrée en guerre » (Thénault, 2005) qui séparent les émeutes de Sétif en mai 1945 de la Toussaint Rouge, le 1er novembre 1954. Profitant d'un contexte politique et social a priori propice à l'action collective, les Algériens jouissant, en théorie, de tous les attributs de la citoyenneté, réussissent-ils pour autant, au cours de cette décennie charnière, à transformer le territoire marseillais en espace de conflit(s) au service de leurs revendications ?

- 3 Pour répondre à cette problématique, un panel varié de sources a été exploité. À l'échelle locale, les fonds déposés aux archives départementales des Bouches-du-Rhône (les rapports du cabinet du préfet et les notes des RG en tout premier lieu)⁴, la presse communiste locale (les quotidiens *La Marseillaise* et *Rouge Midi* notamment) et les archives de la Fédération du Parti communiste français des Bouches-du-Rhône (désormais en cours de dépôt aux archives départementales). À l'échelle nationale, les archives des organes de direction du Parti communiste français (PCF)⁵.
- 4 Par ailleurs, cette réflexion historique puise aussi son inspiration dans les ressources offertes par la « géopolitique urbaine » et la géographie sociale.
- 5 Dans la mesure où, comme le rappelle Fabrice Ripoll, « tout mouvement social, et plus précisément encore chaque terme de toute action collective [...] a une dimension spatiale » (Ripoll, 2006 : 202), la référence aux outils offerts par la géographie s'est logiquement imposée en vue de mieux saisir les formes et les ressorts des mobilisations sociales fluctuantes des Algériens. Le recours à cette discipline complémentaire de l'histoire a aussi permis de clarifier le sens du questionnement formulé dans cet article.
- 6 En l'occurrence, l'expression de « territoire marseillais » désigne ici, au sens strict, le découpage administratif de la ville en seize arrondissements gérés et dirigés par les autorités municipales, mais sur lequel les services de l'État cherchent aussi à exercer un contrôle étroit, notamment lorsqu'il s'agit de la communauté algérienne y habitant et y transitant⁶. La notion d'espace, quant à elle, renvoie au concept d'« espace géographique » et permet de souligner que la ville de Marseille constitue un « espace social, produit des groupes humains qui l'organisent et le mettent en valeur pour répondre à des objectifs fondamentaux : appropriation, habitat, échanges et communication, exploitation »⁷. Celle de conflit(s) renvoie aux (ré)actions et aux stratégies des Algériens employées pour remédier à diverses formes de discriminations dont ils s'estiment victimes. Elle permet aussi d'étudier l'évolution des rapports de force et les luttes de pouvoir entre les multiples protagonistes impliqués (État, police, partis politiques, syndicats, associations, entrepreneurs privés...). La notion d'espace de conflit(s) invite donc à s'interroger sur la dimension spatiale des mobilisations sociales des Algériens, sur les réponses apportées par l'État notamment, et sur les « interactions entre acteurs et territoires » (Cattaruzza, Sintès, 2016) à l'échelle de la ville de Marseille. Les conclusions formulées ci-dessous – par définition provisoires car découlant d'une recherche en cours – entendent ainsi livrer quelques clés d'analyse des « configurations spatiales » (Combes, Garibay, Goirand, 2016) changeantes des luttes menées par les Algériens à l'échelle de Marseille.
- 7 En 1945, marginalisés socialement et politiquement, les Algériens manifestent d'abord leur insoumission de façon souterraine. Puis, dès le premier trimestre 1946, Marseille

devient le carrefour d'une compétition politique où se mesurent différentes forces aspirant au contrôle de la communauté algérienne. De 1950 à 1953, dans le cadre d'une alliance avec les communistes marseillais⁸, les nationalistes algériens⁹ s'approprient l'espace urbain et se retrouvent, par là même, la cible d'une répression permanente. Enfin, au cours de l'année qui précède le début de la guerre d'Algérie, sous l'effet de la rupture avec leurs alliés communistes et des dissensions internes au mouvement nationaliste, ils abandonnent progressivement l'espace public, un symptôme annonciateur de leur basculement ultérieur vers d'autres formes de conflictualité (Figure 1).

Figure 1. Les mobilisations politiques et sociales des Algériens à Marseille (1945-1954)

Source : F. Bénézech, P. Orcier, 2018.

Marseille, no man's land : l'insoumission souterraine

- 8 Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, bien que disposant de droits politiques désormais étendus, les Algériens vivant à Marseille se retrouvent néanmoins enfermés dans une position de « citoyens diminués » (Blanchard, 2012b). En raison de la conjugaison de facteurs politico-administratifs, socioéconomiques et culturels, leur capacité à défendre leurs revendications se voit réduite à quelques interstices d'insoumission souterraine. Cette situation explique pourquoi, sur le territoire marseillais, étroitement contrôlé et surveillé par l'État, les espaces de conflits se réduisent aux cénacles privés où se déroulent discussions et réunions politiques clandestines, à l'abri de la vigilance étatique (figure 2).

Des Algériens soumis à une géographie de l'ostracisme

- 9 À partir de la Libération, à Marseille, les flux migratoires en provenance d'Algérie augmentent de manière exponentielle. Même s'il faut accorder aux chiffres suivants une valeur relative en raison des difficultés éprouvées par les autorités administratives à établir des statistiques fiables sur les mouvements de population en provenance

d'Afrique du Nord (Témime, 1985), le nombre d'Algériens en transit passe de 7 000 en 1947, à 140 000 de 1951 à 1954. Une partie de ces migrants se sédentarise ; de 7 500 individus environ en 1945, le nombre des Algériens recensés comme habitants de la ville s'élève à plus de 15 000 en 1954¹⁰. Désir de fuir l'oppression politique, les « pesanteurs de la domination coloniale » et un carcan social étouffant (Blanchard, 2012a), crise économique en Algérie (Khellil, 2012), appel à la main-d'œuvre encouragé par le patronat français et libre circulation offerte entre les deux rives de la Méditerranée constituent autant de facteurs propices à cette « troisième immigration »¹¹.

- 10 Dans ce contexte, les politiques publiques adoptées à l'égard des Algériens cherchent, sinon à barrer, du moins à limiter l'accès de ces derniers à l'espace urbain comme espace d'expression et de conflit. Secondée par les services de police, l'administration préfectorale manifeste des velléités répétées de restriction de la liberté de circulation désormais accordée aux Algériens. Pendant les grandes grèves de la fin de l'année 1947, établissant un parallèle entre Algériens récemment arrivés et étrangers auteurs de troubles, le sous-préfet réclame ainsi la possibilité de pratiquer une politique de retours forcés pour préserver l'ordre public¹².
- 11 Faute de pouvoir éloigner du territoire marseillais autant d'Algériens qu'ils le désireraient, les représentants de l'État orientent une partie d'entre eux vers une nébuleuse d'organismes destinés autant à les aider qu'à les encadrer sur le plan socioéconomique et médico-social :
 - Instituée en juin 1946, la Commission départementale pour les questions nord-africaines est chargée de l'accueil et de l'embauche des migrants.
 - Émanation du ministère du Travail, le service social nord-africain est destiné notamment à faciliter les démarches administratives de recherche d'emploi des Algériens.
 - Créée en 1950 et subventionnée par l'État, l'Association d'aide aux travailleurs d'outre-mer (A.T.O.M), est responsable de l'action médico-sociale et de la mise en place de bureaux d'accueil sur les lieux d'arrivée des migrants : Saint-Charles, gare maritime d'Arenc ou quai de la Joliette, aéroport de Marignane (Témime, Lallaoui, 2009 ; Témime, 1999)¹³.
 - Enfin, en 1953, d'autres organismes parrainés par l'État apparaissent également : un centre d'accueil nord-africain, place Victor Hugo, le centre d'accueil de la campagne Lévêque, dans le quartier ouvrier de Saint-Louis. La même année, s'installe boulevard Viala le premier foyer-résidence pour travailleurs célibataires construit par la municipalité et géré par un organisme privé, l'Association des foyers nord-africains de Provence (Témime, 1999).
- 12 La plupart de ces structures réactivent une préoccupation ancienne des autorités administratives : maintenir autant que possible les Algériens à l'écart du reste de la population. In fine, ces dispositifs aboutissent à une géographie de l'ostracisme, symbolisée par ces camps d'hébergement – le camp Lyautey et celui du Grand Arénas notamment, établi au sud de la ville, près de la Cayolle –, disséminés en périphérie de l'agglomération marseillaise et où transitent nombre de travailleurs algériens avant de rejoindre leurs lieux d'embauche.
- 13 Contribuant à réduire les Algériens au statut de citoyens passifs, l'étroite surveillance policière constitue l'autre aspect des formes « ethnicisées de domination sociale et politique » (Bancel, 2012) qui se manifestent à Marseille. L'usage de qualificatifs faisant

référence à leur religion (« musulmans ») ou à leur région d'origine (« Kabyles », « Nord-Africains ») symbolise la rémanence des « catégories coloniales » (De Barros, 2003) de l'entre-deux-guerres. Ce mélange d'action sociale à caractère paternaliste et d'encadrement policier vise, de l'aveu même des acteurs régaliens, à atteindre un même objectif : juguler toute velléité de subversion, éviter la contagion des idées nationalistes et communistes au sein d'une communauté jugée aisément influençable. Quand elle ne se traduit pas par des retours forcés, cette politique vise à « l'organisation de leur moindre visibilité dans l'espace public » (Blanchard, 2008). Un chapelet de mesures est adoptée à cet effet : fichage et surveillance systématiques d'individus considérés comme des soutiens de la cause indépendantiste, rafles et contrôles répétés dans les différents quartiers de la ville où se concentrent les Algériens, par une brigade officieusement consacrée aux « Nord-Africains »¹⁴, arrestations pour affichage à caractère politique, interdiction de journaux nationalistes, jusqu'à une intervention préfectorale pour faire licencier un employé des raffineries Saint-Louis à la sensibilité nationaliste trop prononcée¹⁵.

Stigmatisation et isolement politique

- 14 Par ailleurs, la réactivation de stéréotypes coloniaux, tant au sein de l'administration que de l'opinion publique, provoque la mise au ban des Algériens. Stigmatisés, jugés inassimilables et potentiellement dangereux, les intéressés se retrouvent aussi, au début de la période, isolés politiquement, une situation qui entrave leur capacité à investir la ville comme un espace de conflit.
- 15 Après la Libération, en quelques semaines, l'image des Algériens diffusée dans la presse locale se modifie radicalement. Après les avoir décrits comme de glorieux libérateurs¹⁶, des journaux s'inquiètent de la présence prolongée de 6 000 soldats originaires d'Afrique du Nord, démobilisés et répartis dans les camps de Sainte-Marthe, Grande-Bastide, la Rose, la Pounche¹⁷. Peu à peu, commence à paraître une série d'articles relatant avec insistance la participation « d'Arabes » à des délits divers, notamment quand ils se déroulent dans le quartier de la porte d'Aix, espace de regroupement historique de la plupart des Algériens arrivant à Marseille, situé à deux pas de la Canebière. Ces articles recyclent les stéréotypes de l'« Arabe », cet « envahisseur du centre-ville » (Blanchard, Boëtsch, 2005), symbole de danger « social » et « sécuritaire » (Noiriel, 2002), qu'il serait préférable de bannir de Marseille¹⁸. Si, au fil du temps, ce type de commentaires finit par disparaître des colonnes de la presse communiste, les Algériens restent parfois soupçonnés de servir « d'armée de réserve du patronat », une représentation peu propice aux alliances politiques locales¹⁹.

Le conflit souterrain : des Algériens marginalisés et invisibles

- 16 À cette politique au caractère discriminatoire et à l'isolement politique initial dont pâtissent les Algériens, se conjuguent des mécanismes de ségrégation socio-spatiale sur le plan résidentiel. Pourtant, loin d'être réduite à l'impuissance, la communauté algérienne s'adapte à cette marginalisation pour développer une intense activité politique et syndicale souterraine, étape préalable des luttes menées au grand jour à venir.

- 17 L'isolement géographique des Algériens s'accompagne de conditions de vie le plus souvent très précaires. Lorsqu'ils échappent aux structures d'hébergement mises en place par l'État, les nouveaux arrivants s'entassent d'abord dans les innombrables meublés, aussi « exigus qu'insalubres » (Blanchard, Dubucs, Gastaut, 2016), tenus le plus souvent par des compatriotes, de l'hypercentre et de sa périphérie immédiate : le quartier de Belsunce et celui de la porte d'Aix désigné parfois par l'expression de « quartier arabe » (Blanchard, Boëtsch, 2005), le Panier, les alentours de la gare Saint-Charles, autant d'espaces formant la version marseillaise de la « centralité immigrée » (Toubon, Khelifa, 1990) en même temps que de la « périphérie sociale » (Blanchard, 2012b).
- 18 Les Algériens essaient aussi dans certaines zones périphériques de la ville, principalement dans sa partie septentrionale, dans les XIV^e et XV^e arrondissements²⁰, à proximité des usines qui les emploient. Immeubles désaffectés, taudis, et, le plus souvent « enclos » – ces regroupements de cabanes insalubres sur des terrains vagues – constituent les formes les plus aiguës de la ségrégation : « on en découvre dans toute la ville, depuis l'Estaque, au nord de la cité (la campagne Fenouil par exemple), jusqu'à la vieille-Chapelle, au sud » signalent Émile Témime et Mehdi Lalloui (2009 : 98).
- 19 À cette relégation spatiale s'ajoutent des discriminations économiques et socioculturelles, reflet d'une séparation entre « indigènes » et métropolitains héritée du « modèle colonial » (Blanchard, Bancel, Yahia, Gastaut, 2013). Pour la plupart des Algériens, l'analphabétisme constitue une « frontière invisible » (Témime, Lallaoui, 2009) les écartant du reste de la population. Par ailleurs, moins payés que les ouvriers français, les travailleurs algériens occupent aussi, la plupart du temps, des emplois pénibles et peu qualifiés, sur le port, dans le bâtiment et l'industrie (dans les usines chimiques notamment). Selon les périodes, entre un tiers et la moitié d'entre eux souffre d'un chômage chronique et subsiste grâce à de maigres allocations ou à des expédients²¹.
- 20 Si 3 000 individus totalement marginalisés semblent véritablement se détourner de toute forme d'activité politique (Sayad, Jordi, Témime, 1991), la plupart des autres inventent des formes de résistance clandestine ou officieuse à leur condition. En somme, « faiblement dotés en ressources par rapport à l'État ou au patronat », les Algériens « agissent dans un espace qui leur est imposé » (Combes, Garibay, Goirand, 2015). Dans ce contexte, l'« autoségrégation » (Blanchard, Dubucs, Gastaut, 2016) – ou le choix assumé du regroupement dans certains quartiers –, grâce aux avantages qu'elle peut offrir en termes de solidarités, constitue un « refuge » (Boubeker, 2012) et un rempart contre un monde extérieur souvent jugé hostile. Cet « “entre-soi” sécurisant » (Noiriel, 2002) offre aussi l'opportunité de s'organiser collectivement, à l'abri des regards inquisiteurs des services de police. Le quartier de la porte d'Aix constitue le bastion originel de cette résistance, la rue des Chapeliers son épicerie, les cafés « maures » et restaurants (Granet, 1995) les interstices dans lesquels se niche cette lutte souterraine. Sous la forme de discussions politiques informelles ou à l'occasion de réunions politiques, syndicales, associatives, s'y consolident des « réseaux de relations et des cercles sociaux », « précondition établie à toute action collective » (Lagroye, François, Sawicki, 2012). De fait, certains restaurants constituent déjà des interfaces où les nationalistes algériens rencontrent des indépendantistes originaires d'autres parties de l'empire, tel le Mogador, sis 33, rue des Chapeliers, présenté, en 1951, par les

RG comme le siège de l'organisation indépendantiste marocaine Istiqlal, où se réuniraient les « principaux animateurs des partis nationalistes nord-africains »²².

Figure 2. Encadrement, marginalisation et isolement politique des Algériens

Source : F. Bénézech, P. Orcier, 2018.

Marseille, au carrefour des luttes sociales et politiques

Entre espace de compétition politique et agora

- 21 Pôle de confluence entre la métropole et l'empire, la ville devient peu à peu un espace de compétition politique où les différents courants indépendantistes rivalisent avec le PCF, chacun ambitionnant de prendre le contrôle de la communauté algérienne (figure 3). Or, à Marseille, certains facteurs locaux peuvent contribuer au rapprochement entre communistes et Algériens. Au sein des usines disséminées dans l'agglomération et sur le port, travailleurs encartés au PCF et militants de la Confédération générale du travail (CGT) côtoient ce lumpenprolétariat dont les effectifs ne cessent pas d'augmenter. Dans la presse comme à l'occasion de meetings et des congrès de l'union départementale (UD) des syndicats ouvriers des Bouches-du-Rhône, les militants communistes s'insurgent contre l'exploitation de ces immigrants.
- 22 Puis, en 1946, s'opère à Marseille une renaissance du nationalisme algérien. Dès lors, la ville se transforme en champ clos où les organisations nationalistes défient de plus en plus ouvertement les autorités françaises. Dans cette bataille idéologique, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD)²³ dirigé par Messali Hadj dispute à ses rivaux l'hégémonie sur le mouvement indépendantiste. Les rapports des RG font alors état des dissensions entre les messalistes et d'autres nationalistes « plaçant leur confiance en Ferhat Abbas », le dirigeant de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), mouvement considéré comme plus modéré²⁴. Les principaux leaders eux-mêmes s'investissent dans cette bataille qui se déroule, pour

l'instant exclusivement, dans des salles de réunions où il s'agit de convaincre un auditoire grandissant²⁵.

- 23 En outre, la situation de Marseille, porte d'entrée et de sortie vers les territoires coloniaux, favorise les alliances entre l'organisation messaliste et des mouvements nationalistes originaires d'autres parties de l'empire. En visite officielle dans la cité phocéenne en mai 1950, Habib Bourguiba, figure tutélaire du nationalisme tunisien, à l'occasion d'une réunion organisée par le MTLD, invite les 1 200 Algériens venus l'écouter à « faire la guerre ensemble pour chasser l'étranger du sol national africain »²⁶. La ville est alors devenue l'agora où retentissent les échos de l'affirmation d'un tiers monde en gestation.

Estrades partagées, absence de plan de bataille concerté

- 24 À partir du second semestre 1946, quand nationalistes et communistes commencent à partager les estrades lors de meetings communs, les luttes en faveur de l'indépendance prennent une ampleur inédite. D'espace de compétition politique, Marseille devient celui d'une collaboration entre acteurs politiques aux intérêts jusqu'ici divergents. Symboliquement, le 10 octobre, à l'occasion d'une réunion organisée pour la venue à Marseille du leader du MTLD, le processus de réconciliation est scellé. À cette occasion, en effet, de nombreux responsables et sympathisants communistes, élus locaux, membres de la fédération, de la CGT et du Secours populaire français prennent la parole devant un auditoire estimé à près de 2 500 personnes, dont de très nombreux « Nord-Africains »²⁷.
- 25 Il convient cependant de relativiser l'intensité de cette nouvelle forme de d'action collective qui demeure cantonnée au stade d'une coopération ponctuelle, dépourvue de tout plan de bataille concerté, et ne permet pas encore d'intégrer massivement les Algériens aux luttes locales. Dans le contexte des grèves de l'automne 1947, les mots d'ordre de guerre froide du PCF s'avèrent peu susceptibles de les mobiliser. D'ailleurs, selon les RG, la majorité d'entre eux oscillerait entre indifférence et hostilité envers un mouvement en décalage avec leur situation personnelle et risquant même de les plonger dans une précarité encore plus grande²⁸. Ce faible investissement tient sans doute à des facteurs exogènes à l'espace marseillais. En l'occurrence, à cette époque, le MTLD traverse une période de turbulences internes, la « crise berbériste », dont il ne se remet véritablement qu'en 1949, lorsque sa fédération de France est reprise en main depuis Alger (Blanchard, 2018). Par conséquent, les tentatives communistes pour faire basculer les luttes auxquelles participent certains Algériens du terrain syndical au champ de bataille politique se soldent par un échec. Nul doute cependant qu'au cours de cette période, qui s'étend de 1946 à 1949, aient été posés à Marseille les premiers jalons d'une socialisation politique favorable à des mobilisations ultérieures d'une envergure sans précédent. Dans ce processus, la CGT joue le rôle d'antichambre à la politisation d'Algériens dont l'engagement syndical se situe à la charnière des univers communiste et nationaliste.

Figure 3. Le réveil du nationalisme algérien

Source : F. Bénézech, P. Orcier, 2018.

Des nouveaux espaces de lutte au brouillard de guerre

Extension des espaces de lutte et guerre d'attrition

- 26 L'année 1950 marque un moment charnière en terme de participation des Algériens aux conflits sociopolitiques. La jonction entre communistes marseillais et représentants du mouvement nationaliste s'accompagne d'une extension des espaces du conflit social et politique. Du 1er mai 1950 au 1er mai 1953 s'ouvre alors une brève période, une sorte de petit âge des luttes communes, pendant laquelle nationalistes et communistes semblent s'exprimer et agir de concert sur la question algérienne. Peu à peu, les deux camps se rapprochent, les frontières politiques se brouillent, les slogans se confondent, meetings et manifestations de masse deviennent le forum où s'exprime ce nouveau syncrétisme. Les cultures politiques respectives évoluent par imprégnation mutuelle. Sur le thème du sort de l'avenir de l'Algérie, les discours de représentants du PCF et de la CGT rejoignent ceux des nationalistes. Le 13 mai 1950, le commissaire de police du quartier de la Bourse à Marseille s'émeut de ce rapprochement : « l'indépendance [est] prôn[ée] par de nombreux orateurs, [...] nous assistons, à l'heure actuelle, à un commencement d'absorption de la masse des Nord-Africains par le PC qui semble attacher une importance capitale à avoir dans son sein cette fraction de la population marseillaise »²⁹.
- 27 Au sein de la communauté algérienne, un processus d'osmose semble même finir par s'accomplir entre univers communiste et indépendantiste. Pour les Algériens, ce processus s'accompagne de la « constitution d'espaces d'autonomie relative » (Ripoll,

2005) où peuvent, par exemple, se dérouler des réunions destinées à préparer de futures actions revendicatives. Ainsi, dans la nuit du 27 au 28 avril 1951, vers 2 heures 30 du matin, apercevant de la lumière à travers la porte du Bar des amis, une patrouille de gardiens de la paix découvre qu'il s'agit en fait d'une réunion de militants MTLD préparant la manifestation du 1er mai à venir. Vingt-deux pancartes sont confisquées ; sur la plupart sont rédigés des slogans que ne renierait pas le PCF³⁰. Et, dans les documents saisis, les lieux de réunions mentionnés par les interpellés sont connus comme étant fréquentés par le PCF, à l'instar du bar Violette, siège d'une section du parti dans le quartier Saint-Lazare³¹. Cette connivence entre nationalistes et communistes marseillais atteint son acmé à l'occasion des cortèges du 1er mai et du 14 juillet. Pendant ces véritables « manifestations-processions » (Tartakowsky, 2006), les Algériens démontrent leur capacité à s'appropriier l'espace urbain comme territoire de lutte partagé avec leurs nouveaux alliés. La « rue » devient un espace de « mise en scène pacifique » (Id.), qui sert autant à afficher qu'à construire la cohésion d'un groupe s'estimant victime de graves injustices politiques et sociales.

- 28 En l'occurrence, pour la première fois depuis 1945, le 1er mai 1950, MTLD et PCF manifestent ensemble, une expérience couronnée de succès. L'historien Émile Témime raconte : « plusieurs centaines de militants du MTLD [...] suivent le cortège de la CGT en brandissant "l'emblème vert de l'Islam" » (Témime, 1999). D'année en année, le nombre des participants algériens augmente et, symboliquement, à l'occasion de ces mobilisations fortement « routinisées » et « ritualisées » (Lagroye, François, Sawicki, 2012), leur ordre de passage dans le cortège progresse. Le défilé du 1er mai 1953 constitue l'ultime épisode de grande mobilisation partagée entre communistes marseillais et nationalistes algériens. En rejoignant la CGT et le PCF au sein de cortèges communs, sur des tracés similaires, les Algériens qui défilent sous les banderoles du MTLD accèdent alors à une forme d'« appropriation symbolique » (Ripoll, 2005a ; Ripoll, Veschambre, 2005) de l'espace marseillais, un processus jusqu'ici inconcevable (figure 4).
- 29 Au fur et à mesure que les nationalistes érigent la rue en champ de bataille symbolique où ils viennent défier l'ordre colonial, la répression s'accroît et prend les allures d'une guerre d'attrition. Désireux de se réapproprier un territoire dont la maîtrise lui échappe, l'État applique une politique de « contrôle de l'espace » (Ripoll, Veschambre, 2005) destinée à en limiter, voire à en interdire l'accès aux militants syndicaux et politiques algériens. En dehors des cortèges de la fête du travail et de la fête nationale, de façon systématique, les forces de l'ordre se chargent d'empêcher, dans l'espace public, toutes les actions à caractère nationaliste, considérées comme « francophobes »³². Dispersion violente des regroupements et manifestations, interdiction de publication et saisies de journaux, « rafles »³³ suivies d'arrestations et interrogatoires, ponctuent ce duel pour le contrôle de l'espace public déniait aux Algériens le « droit à la rue » (Ripoll, 2005b). Les rapports de police de l'époque rendent compte de la résistance pacifique que les militants nationalistes opposent à cette politique : distributions de tracts³⁴, réunions dans les cafés-restaurants³⁵, publications d'articles dans la presse pour dénoncer la censure³⁶ se poursuivent malgré les arrestations.
- 30 Alors que la démocratie est censée favoriser, sur un mode pacifié, « l'apparition de nouveaux conflits qui ne pouvaient s'exprimer ou se développer dans un contexte de coercition politique ou, du moins, de moindre expression démocratique » (Giblin, 2011), la volonté résolue de priver, partout où il s'exprime, le mouvement nationaliste de tout

moyen d'expression dans l'espace public témoigne de l'incapacité des gouvernements de la IV^e République à envisager la question de l'émancipation des Algériens. Néanmoins, à l'été 1953, ce n'est pas à Marseille mais à Paris que l'affrontement entre nationalistes et forces de l'ordre atteint son point d'ignition. Par contrecoup, la crise qui se déroule dans la capitale contribue à l'essoufflement progressif des mobilisations publiques des Algériens dans la cité phocéenne.

Brouillard de guerre, les faux-semblants de la désertion algérienne

- 31 Après la manifestation sanglante du 14 juillet 1953 au cours de laquelle six militants du MTLD sont tués par la police parisienne, les Algériens de Marseille, comme plongés dans une sorte de brouillard de guerre, disparaissent progressivement de l'espace urbain. Leur présence ne s'y traduit plus que sous la forme de manifestations épisodiques de deuil. En juillet et en septembre³⁷, sous le contrôle étroit des forces de police, un maigre cortège précédé d'un drapeau algérien, vient rendre un dernier hommage aux dépouilles de quatre des Algériens tués à Paris, en transit par le port de Marseille avant de rejoindre l'Algérie. En octobre suivant, l'appel du MTLD à venir se recueillir sur le cercueil de la conjointe de Messali Hadj, Émilie Busquant, dont le corps arrive d'Algérie avant d'être inhumé en Lorraine, trouve un écho d'autant plus limité que la police a pour consigne d'empêcher tout débordement.³⁸
- 32 Parallèlement, malgré l'absence de traces tangibles d'une dégradation des relations entre communistes et nationalistes comparable à celle qui se produit à l'échelle nationale³⁹, les Algériens désertent les réunions et manifestations organisées par le PCF, notamment le défilé du 1^{er} mai 1954⁴⁰. Si la répression policière contribue à expliquer ce phénomène, l'arrêt des « initiatives collectives au grand jour » (Pigenet, Tartakowsky, 2012) atteste la dégradation des relations entre le MTLD et l'univers des communistes marseillais. La fin des manifestations communes annonce le repli des actions revendicatives sur « l'espace des usines » (Pitti, 2005). Sans doute la fin de l'éphémère « conjonction étroite et multiforme » (Id.) entre CGT et Algériens symbolise-t-elle, à l'échelle locale, l'échec de l'ambition des communistes marseillais à s'imposer comme leaders politiques au sein de la communauté algérienne. Faute d'avoir fait – ou faute d'avoir désiré faire ? –, émerger des leaders algériens de premier plan, le PCF et la CGT conduisent sans doute les « Nord-Africains » à rejeter ce rôle de supplétifs uniquement mobilisables lors des luttes sociales de guerre froide.
- 33 Encore faut-il préciser que le reflux des mobilisations dans l'espace marseillais coïncide avec le moment à partir duquel le parti de Messali Hadj, profondément divisé sur la « question du recours à la violence » (Blanchard, 2018), n'est plus en mesure d'organiser efficacement les luttes des Algériens installés sur le sol métropolitain. À Marseille, les Algériens redeviennent des « sujets » (Coquery Vidrovitch, 2009) de l'empire, bientôt considérés comme des hors-la-loi à surveiller et à punir, si nécessaire.

Figure 4. Extension des territoires de lutte et guerre d'attrition

Source : F. Bénézech, P. Orcier, 2018.

Conclusion : faute de combattants... les leurres de l'invisibilité

- 34 Entre 1945 et 1954, la ville de Marseille a servi d'arène opposant militants nationalistes algériens et État français. Pourtant, au regard d'autres lieux abondamment étudiés⁴¹, cet espace constitue plutôt un angle mort de la mémoire des luttes sociales et politiques menées par les Algériens au cours cette période. Or, la disparition délicate des Algériens de la scène politique marseillaise à la veille de la guerre d'indépendance algérienne, loin de confirmer leur supposée « invisibilité sociale » (Boubeker, 2016) et civique, attire surtout l'attention sur l'existence d'une génération cachée, dissimulée tour à tour par les représentations dominantes de l'ouvrier marginalisé, « ayant toujours subi sans résister » (Beaud et Pialoux, 2002), du vagabond et du délinquant. Moins qu'une histoire des invisibles, cette analyse des mobilisations de la communauté algérienne à la veille de la guerre d'indépendance raconte celle des « vaincus » (Boubeker, 2007), partisans de l'usage de moyens légaux en vue d'obtenir reconnaissance politique et dignité sociale. Leur effacement de l'espace des conflits préfigure aussi l'affirmation d'une nouvelle catégorie d'acteurs politiques qui, face à un État et des gouvernants réfractaires à une réelle égalité entre « Français musulmans algériens » et citoyens français de plein droit, fait le choix de la résistance armée. Il annonce la mue du nationalisme algérien qui, loin d'avoir abandonné le combat, s'appête à le poursuivre sous d'autres formes.

- 35 En définitive, la date du 1er novembre 1954 marque l'aboutissement d'une évolution engagée avec les émeutes du 8 mai 1945 : à Marseille comme à Alger, une partie du mouvement nationaliste algérien ne se satisfait plus des maigres concessions qui lui sont accordées par un « idéal français d'assimilation » (Thénault, 2005) jugé bien trompeur. Avec le début de la guerre d'Algérie, seule change la stratégie pour obtenir la fin du statu quo colonial. Dans ce contexte inédit, Marseille, à l'image du reste de la métropole, est désormais reléguée au statut de front secondaire de la bataille engagée par le FLN. Cette rupture résulte en fait d'un processus ayant peu à peu transformé le territoire algérien en centre de gravité de l'affrontement⁴² entre adversaires et partisans du maintien de la tutelle coloniale, réduisant, momentanément, les acteurs politiques marseillais aux rangs de spectateurs désorientés par la Toussaint rouge.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUD S., PIALOUX M. (2002), « Sur la genèse sociale des “émeutes urbaines” », *Sociétés contemporaines*, no. 45, pp. 215-243.
En ligne : <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2002-1-page-215.htm> [consulté le 8 juin 2018].
- BLANCHARD E. (2008), « Contrôler, enfermer, éloigner. La répression policière et administrative des Algériens de métropole (1946-1962) », in Branche R., Thénault S. (dir.), *La France en guerre 1954-1962, Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, coll. « Mémoires/Histoire », pp. 318-331.
- BLANCHARD E. (2012a), « Un deuxième âge de l'émigration en France ? », dans Bouchène A., Peyroulou J.-P., Tengour O. S., Thénault S., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Paris, La Découverte, coll. « Poche », pp. 589-595.
- BLANCHARD E. (2012b), « La Goutte d'Or, 30 juillet 1955 : une émeute au cœur de la métropole coloniale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 195, pp. 98-111.
- BLANCHARD E. (2018), *Histoire de l'immigration algérienne en France*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 128 p.
- BLANCHARD P., BOËTSCH G. (2005), *Marseille porte Sud. Un siècle d'histoire coloniale et d'immigration*, Paris, La Découverte, Marseille, Jeanne Laffitte, 239 p.
- BLANCHARD P., BANCEL N., YAHY N., GASTAUT Y. (dir.) (2013), *La France arabo-orientale : treize siècles de présence*, Paris, La Découverte, 360 p.
- BLANCHARD P., DUBUCS H., GASTAUT Y. (2016), *Atlas des immigrations en France : histoire, mémoire, héritage*, Autrement, 95 p.
- BOUBEKER A. (2007), « L'héritage de l'immigration postcoloniale comme expérience vécue », *Amnis, Revue de civilisation contemporaine Europe/Amérique*, n°7.
En ligne : <http://journals.openedition.org/amnis/864> ; DOI : 10.4000/amnis.864 [consulté le 21 mai 2017].

BOUBEKER A. (2012), « Les mondes de l'immigration des héritiers. Ancrages et transmigrations », *Multitudes*, no. 49, vol. 2, pp. 100-110.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2012-2-page-100.htm> [consulté le 8 juin 2018].

BOUBEKER A. (entretien, propos recueillis par TAÏBI N.) (2016), « Les héritiers de l'immigration : l'invisibilité sociale en question », *Sens-Dessous*, vol. 1, no. 17, pp. 27-36.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-sens-dessous-2016-1-p-27.htm> [consulté le 8 juin 2018].

CARREAU P. dans Nahon G. (dir.) (2005), *Archives du Parti communiste français, Archives de direction, bureau politique et secrétariat, 1944-1994*, Bobigny/Pantin, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri, 25 p.

CATTARUZZA A., SINTÈS P. (2016), *Géopolitique des conflits*, Paris, Bréal, 287 p.

COMBES H., GARIBAY D., GOIRAND C. (2016), « Introduction, quand l'espace compte... Spatialiser l'analyse des mobilisations », dans Combes H., Garibay D., Goirand C., *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, coll. « Questions transnationales », pp. 9-31.

COQUERY VIDROVITCH C. (2009), *Les enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, coll. « Passé et Présent », 190 p.

DE BARROS F. (2003), « Les municipalités face aux Algériens : méconnaissances et usages des catégories coloniales en métropole avant et après la Seconde Guerre mondiale », *Genèses*, n°53, pp. 69-92.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2003-4-page-69.htm> [consulté le 8 juin 2018].

GEORGES M. (2009), *Le Colonel Fabien était mon père*, Paris, Arthème Fayard, coll. Mille et une nuits, 330 p.

GIBLIN B. (dir.) (2011), *Les conflits dans le monde. Approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 352 p.

GRANET C. (1995), « Les cafetiers maures : 1914-1940 », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n°1, 1995, Marseille et ses étrangers, pp. 125-132.

En ligne : https://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1995_num_11_1_1448 [consulté le 8 juin 2018].

KHELLIL M. (2012), « L'émigration algérienne en France au XXe siècle. Un exil planifié », *Hommes & Migrations*, Algérie France, une communauté de destin, vol. 1, no. 1295, pp. 12-25.

En ligne : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/1495> [consulté le 8 juin 2018].

LAGROYE J., FRANÇOIS B., SAWICKI F. (2012), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, Dalloz, coll. « Amphi », 620 p.

LAZAR M. (2000), « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », dans Serge BERSTEIN (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, coll. Points Histoire, pp. 227-257.

MARTELLI R. (2010), *Prendre sa carte, 1920-2009, Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny/Pantin, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri, 95 p.

PIGENET M., TARTAKOWSKY D. (2012), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, coll. « Poche », 800 p.

PITTI L. (2005), « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 : une décennie de tournants » dans Bressol É., Dreyfus M., Hedde J., Pigenet M. (dir.), *La CGT dans les*

années 1950, Rennes, PUR, coll. « Histoire », pp. 461-471

En ligne : <http://books.openedition.org/pur/18957?lang=fr> [consulté le 8 juin 2018].

NOIRIEL G. (2002), *Atlas de l'immigration en France, Exclusion, intégration...*, Paris, Autrement, 63 p.

RIPOLL F. (2005a), VESCHAMBRE V., « Introduction. L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, no. 195, vol. 2, pp. 7-15.

En ligne : <https://journals.openedition.org/norois/477> [consulté le 8 juin 2018].

RIPOLL F. (2005b), « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Norois*, no. 195, vol. 2, pp. 29-42.

En ligne : <https://journals.openedition.org/norois/489> [consulté le 8 juin 2018].

RIPOLL F. (2006), « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », dans Séchet R., Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, coll. « géographie sociale », pp. 193-210.

En ligne : <http://books.openedition.org/pur/380?lang=fr> [consulté le 8 juin 2018].

SAYAD A., JORDI J.-J., TÉMIME É. (1991), *Migrance : Histoire des migrations à Marseille, Tome 4 : Le choc de la décolonisation et les données nouvelles de la migration (1945-1990)*, Aix-en-Provence, Édisud, 224 p.

STORA B. (1992), *Ils venaient d'Algérie, L'immigration algérienne en France, 1912-1992*, Paris, Fayard, coll. « Enquêtes », 492 p.

TARTAKOWSKY D. (2006), « Quand la rue fait l'histoire », *Pouvoirs*, no. 116, pp. 19-29.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2006-1-page-19.htm> [consulté le 8 juin 2018].

TÉMIME É. (1985), « Marseille, ville de migrations », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, no. 7, pp. 37-50.

En ligne : https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1985_num_7_1_1180, [consulté le 8 juin 2018].

TÉMIME É. (1995), « Marseille XXe siècle : de la dominante italienne à la diversité maghrébine », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, no. 1, pp. 9-19.

En ligne : https://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1995_num_11_1_1441, [consulté le 8 juin 2018].

TÉMIME É. (1999), *Histoire de Marseille de la Révolution à nos jours*, Paris, Perrin, 432 p.

TÉMIME É., LALLAOUI M. (2009), *Des Algériens à Marseille*, Bezons, Au nom de la mémoire, 171 p.

THÉNAULT S. (2005), *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 303 p.

TOUBON J.-C., KHELIFA M. (1990), *Centralité immigrée : le quartier de la Goutte d'Or. Dynamiques d'un espace pluri-ethnique : succession, compétition, cohabitation*, Paris, L'Harmattan, 770 p.

VESCHAMBRE V. (2006), « Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales », dans Séchet R., Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, coll. « géographie sociale », pp. 193-210.

En ligne : <http://books.openedition.org/pur/381?lang=fr> [consulté le 8 juin 2018].

ZANCARINI-FOURNEL M., DELACROIX C. (2010), *La France du temps présent, 1945-2005*, Paris, Belin, coll. « Histoire de France », 653 p.

ZUNIGA J.-P. (2007), « L'Histoire impériale à l'heure de l'« histoire globale ». Une perspective atlantique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 5, no. 54-4 bis, pp. 54-68.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-5-page-54.htm> [consulté le 8 juin 2018].

NOTES

1. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, (AD13), 150 W 107, 21 octobre 1946.

2. Le terme d'Algérien est ici employé pour désigner les individus dénommés alors institutionnellement « Français Musulman d'Algérie » (FMA). Considérés comme français, dotés de la pleine citoyenneté dès qu'ils résident en France, à partir de la loi du 20 septembre 1947 sur le statut organique de l'Algérie, les Algériens disposent en outre du droit de circuler librement entre les départements algériens et la métropole.

3. L'étude des biographies des militants et responsables nationalistes algériens, encore en cours à ce stade de la recherche, confirme l'hypothèse de la surreprésentation, parmi ces derniers, de professions pénibles et mal rémunérées : docker sur le port, ouvrier, journalier, manœuvre dans les industries (huileries, fonderies, raffineries...) et le secteur du bâtiment. Une minorité d'entre eux, suffisamment substantielle toutefois pour être relevée, exerce aussi la profession de tenancier de bar, d'hôtel, de restaurant, en général dans le quartier de la porte d'Aix. Relevons enfin, avant le début de la guerre d'indépendance algérienne, l'absence de figures féminines dans les rangs des nationalistes algériens.

4. Les fonds archivistiques départementaux du Conseil général des Bouches-du-Rhône qui réunissent les notes des RG et les rapports du cabinet du préfet ont notamment fait l'objet d'une étude, la plus exhaustive possible. Il convient de rappeler ici que les services des RG ont exercé, en pleine guerre froide, une surveillance étroite des activités et des membres du PCF mais aussi des organisations jugées proches de celui-ci, une pratique qui s'inscrivait dans le cadre d'une tradition déjà ancienne. Monique Georges rappelle ainsi que, depuis 1921, « la surveillance et la répression des "moscoutaires" occupe une bonne partie de l'administration : Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, "policiers spéciaux" en province » (Georges, 2009). La tonalité générale franchement anticommuniste, somme toute assez prévisible dans un climat de guerre froide, des rapports émanant de cette forme « d'espionnage local » vient rappeler les précautions avec lesquelles ces matériaux pour la plupart restés anonymes, privés de toute allusion claire à l'identité des indicateurs éventuels – et néanmoins très riches – doivent être manipulés.

5. Le dépouillement des archives du PCF (déposées aux archives départementales de Seine-Saint-Denis) et plus spécifiquement des archives des organes de direction – le comité central, le bureau politique, le secrétariat – permet, malgré le caractère souvent allusif de ces sources, de mesurer l'évolution de la ligne dictée au niveau national sur la question algérienne. « *Le bureau politique et le secrétariat sont deux organes de direction statutaires du PCF. Ils sont élus par le comité central à l'issue de chaque congrès national. Entre deux congrès, le bureau politique [...] applique les décisions du comité central [...] et dirige le parti entre les sessions de celui-ci ; le secrétariat assure le travail courant de direction. [...] Les deux instances se réunissaient le plus souvent alternativement : une réunion du secrétariat précédant une réunion du bureau politique* ». Le comité central, élu par le congrès national et considéré comme l'organe supérieur du parti dans l'intervalle des congrès, se réunit plusieurs fois par an sur un ordre du jour précis. Il désigne des sections et des commissions de travail dirigées par des membres du bureau politique et du comité central qui contribuent à l'élaboration de la politique du PCF (Carreau, 2005). Grâce aux

procès-verbaux et aux relevés de décisions du secrétariat (injonctions concises dactylographiées de une à cinq pages), on peut examiner semaine après semaine le travail courant de direction et bénéficier d'un suivi au long cours des grandes orientations politiques. Ces documents pallient, en partie, l'absence d'archives relatives au suivi des fédérations avant 1959. Néanmoins, une rubrique consacrée aux fédérations apparaît de manière quasi systématique dans les relevés du secrétariat. Son contenu permet donc de repérer celles qui font l'objet d'un intérêt particulier de la part de la direction. Si les relevés de décisions du bureau politique – tout aussi laconiques – ne font état ni du détail des échanges de ses membres, ni de l'existence éventuelle de divergences entre ces derniers, leur lecture sert néanmoins à repérer le moment où la question de l'Algérie est mise à l'ordre du jour des discussions de cet organe.

6. Notons toutefois que les politiques publiques destinées au traitement des Algériens peuvent découler de décisions appliquées à l'échelle de la métropole et de l'empire colonial.

7. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/espace>, consulté le 8 juin 2016.

8. En premier lieu, l'expression « communistes marseillais » conduit à s'intéresser aux responsables et militants de la Fédération des Bouches-du-Rhône du PCF. Au sujet de l'implantation et du militantisme communistes, Roger Martelli précise aussi qu'il convient de s'intéresser à une « triple matrice extra-partisane » : le syndicat, l'association – formant cette « immense panoplie de réseaux protéiformes » (Lazar, 2000) – et, enfin, la municipalité (Martelli, 2010).

9. Si les termes « indépendantiste » et « nationaliste » revêtent des significations relativement proches lorsqu'ils sont employés par les historiens pour désigner les différentes organisations algériennes luttant en faveur de la décolonisation – à Marseille principalement l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) dirigée par Ferhat Abbas, et le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) dont le leader est Messali Hadj –, le premier renvoie, ici comme dans la plupart des travaux de recherche historique, au projet politique d'émancipation de la tutelle coloniale métropolitaine, le second recouvre aussi une dimension socioculturelle, voire religieuse. En l'occurrence, à l'échelle nationale, entre 1948 et 1949, à l'occasion de l'épisode de la « crise berbériste », le MTLD est traversé par des oppositions entre les tenants d'une identité algérienne strictement arabe et musulmane, futur socle d'une nation indépendante, et certains dirigeants d'origine kabyle opposés à cette analyse de la question algérienne. La diffusion par le Comité fédéral de la Fédération de France d'une motion « contre toute idée d'une Algérie arabe et musulmane » fut suivie, en avril 1949, d'une dissolution pure et simple de la fédération de France du PPA-MTLD. Cette dernière perdit son autonomie, ses dirigeants étant « désormais nommés et non plus élus ». Messali Hadj opta pour l'élimination des « berbéristes » (Stora, 1992).

10. C'est-à-dire 8 à 9% des 211 000 Algériens vivant en France, pour une population totale de Marseille de 661 000 habitants en 1954.

11. Encouragée par les besoins en main-d'œuvre des industriels marseillais, la première phase débute avant la Première Guerre mondiale, la deuxième dans l'entre-deux-guerres (Blanchard, Bancel, Yah, Gastaut, 2013).

12. AD13, 148 W 191, 12 décembre 1947.

13. *Id.*, 150 W 170, 26 août 1946 ; 148 W 191, 11 mars 1952 ; 148 W 193, juillet 1953.

14. L'expression de « brigade nord-africaine », pourtant utilisée par un commissaire divisionnaire en novembre 1951, est réfutée par le responsable des RG qui évoque l'existence « d'une brigade spéciale dépendant du commissariat de la bourse », chargée de lutter contre la criminalité, dans ce quartier où se concentrent de nombreux

Algériens. AD13, 148 W 191, 13 juin 1949 ; 24 juillet 1950, 29 novembre 1951 ; 18 janvier 1952.

15. *Id.*, 24 juillet 1950.

16. *La Marseillaise (LM)*, « Marseille a acclamé la glorieuse armée d'Afrique », 8 mai 1945.

17. *Rouge Midi (RM)*, « Quand se décidera-t-on à rapatrier les Nord-Africains ? », 6 juin 1945.

18. *LM*, « Après la bagarre de la rue des Chapeliers, de nouvelles échauffourées se sont produites hier aux environs de la rue d'Aix, La police a dû faire usage des gaz lacrymogènes », 8 juin 1945.

19. *Id.*, « “Déclaration d'insalubrité” au Conseil municipal. Les milliers d'habitants du quartier Porte D'Aix menacés d'expulsion », 29 avril 1952.

20. AD13, 148 W 193, 20 juillet 1953 ; 148 W 215, 27 janvier 1948.

21. *Id.*, 13 juin 1949.

22. *Id.*, 148 W 191, 11 mai 1951.

23. Créé en octobre 1946, le MTLTD constitue la vitrine officielle du Parti du peuple algérien (PPA), structure interdite depuis le 26 septembre 1939.

24. AD13, 150 W 107, 10 août 1946.

25. *Id.*, 148 W 191, 16 janvier 1950, 6 septembre 1950.

26. *Id.*, 10 mai 1950 ; 11 mai 1950 ; 6 septembre 1950 ; 148 W 193, 3 octobre 1952.

27. *Id.*, 150 W 170, 10 octobre 1946. *RM*, « Au théâtre de la rue d'Alger, des milliers d'Algériens ont réservé un accueil enthousiaste à Messali Hadj », 11 octobre 1946.

28. AD13, 150 W 170, 1^{er} décembre 1947.

29. *Id.*, 13 mai 1950.

30. *Id.*, 148 W 191, 30 avril 1951.

31. *Id.*, 13 mai 1950 ; 148 W 191, 30 avril 1951.

32. *Id.*, 148 W 191, 6 septembre 1950.

33. *Id.*, 17 septembre 1950. *LM*, « Contre l'arbitraire gouvernemental. 500 diffuseurs de “l'Algérie libre” manifestent devant la préfecture à Marseille », 18 septembre 1950.

34. AD13, 148 W 191, 27 janvier 1952

35. *Id.*, 148 W 302, 6 juin 1953

36. *LM*, « La section MTLTD de Marseille s'élève contre les entraves à la liberté d'expression », 16 juin 1953.

37. *Id.*, « Les corps des quatre Algériens assassinés à Paris le 14 juillet, à Paris, sont partis, hier de Marseille pour la terre natale », 25 juillet 1953. *LM*, « Les corps de deux Algériens assassinés le 14 juillet à Paris sont arrivés hier à Marseille », 23 septembre 1953.

38. *Id.*, « Le corps de Mme Messali Hadj est arrivé à Marseille », 8 octobre 1953.

39. À l'échelle nationale, les relations entre communistes et nationalistes du MTLTD – lequel traverse une nouvelle crise profonde qui aboutit à la création, en secret, du futur FLN – se sont très nettement dégradées (Stora, 1992).

40. AD13, 148 W 302, 1^{er} mai 1954.

41. L'historien Émile Témime a toutefois consacré de nombreux textes et ouvrages à l'histoire des Algériens à Marseille (1985, 1995, 2005, 2009).

42. (Blanchard E., 2018).

RÉSUMÉS

Interface privilégiée entre empire et métropole, la ville de Marseille constitue, de 1945 à 1954, un observatoire exceptionnel d'analyse de la place occupée par les Algériens dans les mouvements sociaux. Profitant dans la cité phocéenne d'un contexte politique et social a priori propice à l'action collective, les Algériens parviennent-ils pour autant à investir l'espace public, à se l'approprier pour le placer au service de leurs revendications politiques, économiques et sociales ? Aux côtés des ressources traditionnellement utilisées par l'historien, les outils de la géographie s'avèrent indispensables pour saisir les formes et les ressorts de mobilisations sociopolitiques fluctuantes, à l'échelle du territoire marseillais.

Privileged interface between empire and metropolis, from 1945 to 1954, the city of Marseille represents a remarkable observatory of analysis in the role played by the Algerians in the social struggles. Taking advantage of the Phocaeen city political ecosystem, in theory propitious to the collective action, to what extent the Algerians manage to invest and appropriate the public space in order to use it at the service of their political, economic and social demands? Besides the resources traditionally used by the historian, the tools of geography are essential to analyse the forms and the explanations of fluctuating sociopolitical mobilizations across the territory of Marseille.

INDEX

Mots-clés : Algériens, Marseille, mouvement sociaux, espace de conflits

Keywords : Algerians, Marseille, Social Movements, Space of Conflicts

AUTEUR

FABIEN BÉNÉZECH

Agrégé d'histoire géographie, doctorant en histoire contemporaine, Sciences po Rennes/Rennes 2 (Laboratoire Arènes/UMR CNRS 6051)